



Communiqué de presse

Accueil du public dans les services de la DGFIP

La fuite d'une note interne sur l'organisation de l'accueil au public dans les services des Finances Publiques sème aujourd'hui l'émoi dans de nombreux médias.

Pour le Syndicat **F.O.-DGFIP**, qui dénonce depuis longtemps les orientations néfastes de la Direction Générale, sous l'autorité du ministre du Budget et des Comptes publics, c'est la conséquence de l'affaiblissement organisé du service public républicain.

Faire en sorte que les citoyens de ce pays ne puissent plus accéder au service public financier et fiscal s'inscrit aussi dans la politique de réduction de l'emploi public : la contrepartie de moins de fonctionnaires de l'État, c'est tout simplement moins de service au public.

Les agents des Finances Publiques, qui représentent moins de 6% des effectifs globaux de l'État, savent d'ores et déjà qu'ils supporteront près de 54% des suppressions d'emplois en 2016.

Et pourtant, parce qu'ils sont véritablement attachés aux principes de la République, ils continuent à œuvrer pour l'intérêt général dans des conditions de travail de plus en plus intolérables.

Chacun dans ce pays doit bien avoir conscience que cette logique conduira à la privatisation du conseil fiscal.

Pour **F.O.-DGFIP**, il est temps que s'engage un véritable débat sur les moyens du service public républicain.

Il revendique que soit instauré immédiatement un moratoire sur les suppressions d'emplois.

Paris, le 22 octobre 2015

Contact :

Hélène FAUVEL, Secrétaire Générale

01 47 70 91 69